

Conjoncture 1er trimestre 2019

Fonction publique : 4923 agents en moins

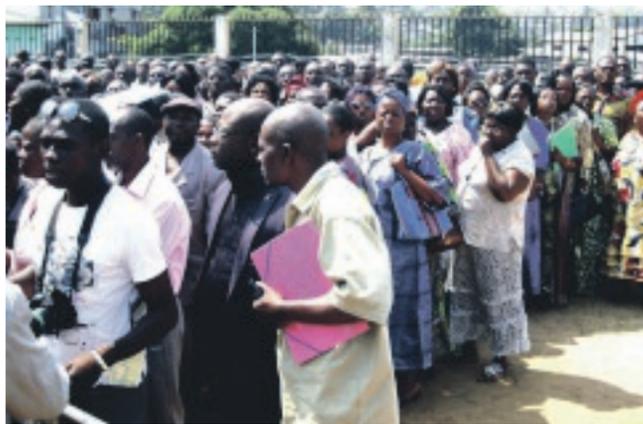


Photo : Aristide MOUSSAVOU / L'Union

Les effectifs de la Fonction publique sont en baisse de 4,5% au 1er trimestre 2019.

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

D'après la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale, sur les 3 premiers mois de l'année 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 4,5% pour s'établir à 97 110 agents comparativement à la même période en 2018. En revanche, les effectifs de la main-d'œuvre non permanente (MONP) ont augmenté de 332 agents sur la période sous revue.

LE processus d'assainisse-

ment du fichier des salariés de la Fonction publique se poursuit. Selon la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale, au terme du premier trimestre 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 4,5% pour s'établir à 97 110 agents comparativement à la même période en 2018. Cette diminution concerne essentiellement des agents de la fonction publique (-5,6%). En effet, la fonction publique locale et agents en pré-

Evolution de l'emploi par département

Départements	2018				Fin décembre		Var. 18/17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
POUVOIR PUBLIC	23 554	23 000	22 796	23 818	23 750	23 818	0,3%
ADM. CENTRALE	15 137	14 839	14 991	13 941	14 687	13 941	-5,1%
ADM. ECONOMIQUE	7 457	7 219	7 376	7 257	7 517	7 257	-3,5%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 773	3 486	3 682	3 747	3 902	3 747	-4,0%
ADM. DES TRANSPORT	1 108	1 071	1 117	1 105	1 176	1 105	-6,0%
ADM. DE L'EDUCATION	25 098	24 673	24 418	24 455	24 940	24 455	-1,9%
ADM. SOCIALE	11 418	11 232	11 299	11 259	11 533	11 259	-2,4%
AUTRES	149	151	97	28	133	28	-78,9%
TOTAL	87 694	85 723	85 776	85 610	87 638	85 610	-2,3%

Source : DGBPT

Évolution de la solde

salaires, a enregistré une baisse de 4923 agents. En revanche, les effectifs de la main-d'œuvre non permanente (MONP) ont augmenté de 332 agents sur la période sous revue. "La tendance baissière des effectifs de la fonction publique traduit la volonté des autorités à maîtriser la masse salariale dans l'Administration centrale. C'est dans ce contexte que plusieurs mesures d'ajustements sur les effectifs ont été prises en 2018, notamment celle prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois

jusqu'en août 2021, à l'exception des seuls ministères chargés de la Santé, de l'Éducation Nationale, des Affaires sociales et de la Défense ; la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge ou encore de la rupture des contrats concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans", indique la DGEFP dans sa note de conjoncture trimestrielle. En revanche, la hausse de 2,4% des effectifs de la main-d'œuvre non permanente à 1433 employés au premier trimestre 2019,

résulte d'une meilleure prise en compte des agents de cette catégorie. Les effectifs de la main-d'œuvre non permanente restent fortement dominés par les agents en services à l'intérieur du pays (8527 agents). Comparativement à la même période en 2019, la fonction publique enregistre une diminution de 5,6% de ses effectifs à fin mars 2018. Plusieurs administrations ont en effet vu leurs effectifs se réduire. Il s'agit notamment de l'Administration centrale (-10%), l'Administration

de développement (-6,9%), l'Administration des transports (-6,1%), l'Administration économique (-5,3%) ou encore les Pouvoirs publics (-4,8%). La baisse s'explique essentiellement par l'effet combiné du gel des recrutements depuis 2017 et de la mise en retraite systématique des agents remplissant certaines conditions.

Brèves

Maroc/30 millions d'euros d'aide de l'Espagne pour lutter contre l'immigration illégale

Le gouvernement espagnol a approuvé, en Conseil des ministres, vendredi dernier, une aide financière de 30 millions d'euros au Maroc. Celle-ci vise à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. D'après le quotidien espagnol *El País*, la nouvelle aide permettra aux autorités marocaines de couvrir les dépenses engagées dans le cadre de leur collaboration avec l'Espagne et l'ensemble de l'Union européenne, dans le contrôle des frontières et la lutte contre l'immigration clandestine sur les côtes espagnoles. Elle permettra, entre autres, au Maroc, d'entretenir son matériel de patrouille sur terre et en mer, d'assurer les frais de carburant, les régimes et la compensation opérationnelle du personnel.

Nigeria/La Banque centrale résolue à pousser les banques commerciales vers plus de prêts à l'économie réelle

Au Nigeria, la Banque centrale (CBN) semble résolue à poursuivre avec sa logique visant à pousser les banques commerciales à octroyer plus de crédits à l'économie. Lors d'un appel d'offres visant à injecter de la liquidité au sein de l'économie, l'institution a contraint les banques à participer à hauteur des besoins de crédits exprimés par leurs clients, et qu'elles auraient validés. En clair, le message semble être : "Si vous ne justifiez pas d'un besoin de liquidité pour satisfaire une demande de crédit effective, pas de titre pour vous". Un message délicat pour les banques commerciales basées au Nigeria, qui s'inquiètent d'être forcées de prêter dans une économie où le niveau de créances douteuses est élevé (15% à fin mars 2019) et la régulation prudentielle assez stricte.

Rassemblées par W.N.

La masse salariale en baisse

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre		Poids en 2018	Var 18/17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018		
Pouvoirs Publics	43	43	42,3	49	174,2	177,3	27,6%	1,8%
Administration Générale	25,7	26,2	26,3	22,1	101,2	100,3	15,8%	-0,9%
Administration Economique	13,1	12,8	13	12,2	52,2	51,1	8,0%	-2,1%
Administration du Développement	6,8	6,7	6,6	7,1	28,3	27,2	4,2%	-3,9%
Administration des Transports	1,9	1,8	1,8	1,9	7,7	7,4	1,2%	-3,9%
Administration de l'Éducation	50,3	50,2	50,7	46,2	203,1	197,4	30,7%	-2,8%
Administration Sociale	20,2	20,2	20,5	19	81,9	79,9	12,4%	-2,4%
Autres	0,4	0,5	0,7	0,3	1,6	1,9	0,3%	18,8%
TOTAL	161,5	161,4	161,9	157,8	650,2	642,5	100,0%	-1,2%

Source : DGBFP, DGEFP

Ce tableau montre la proportion de baisse de la masse salariale.

MSM  
Libreville/Gabon

Au terme du premier trimestre 2019, la solde permanente du secteur public a baissé de 3,3% pour atteindre 159,8 milliards de francs par rapport à 2018. Cette diminution globale des dépenses des personnels de l'État provient essentiellement de la solde permanente, en lien avec le maintien des mesures gouvernementales pour la maîtrise de la masse salariale.

SUR les 3 premiers mois de l'année 2019, la solde permanente payée dans l'ensemble des départements a baissé de 3,3% pour se situer à 159,8 milliards de francs.

Ce repli global des rémunérations dans l'administration provient essentiellement des Administrations du Transport (-10%), du Développement (-9,1%), des Pouvoirs publics (-5,7%), de l'Économie (-5,2%), du Social (-3,1%), de l'Ad-

ministration générale (-3,0%) et celle de l'Éducation (-0,1%). Ces variations résultent de la maîtrise des effectifs et de la poursuite de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de

personnels. En revanche, malgré les efforts d'ajustement observés, la structure des dépenses de personnels par département n'a pas fondamentalement changé sur les deux périodes. L'Éducation nationale (32,2%) est l'adminis-

tration qui a la masse salariale la plus élevée en lien avec ses effectifs, suivie des Pouvoirs publics (26%), de l'Administration centrale (16%) et de la Santé (12,6%). L'Administration économique a absorbé 7,9% de la masse salariale totale payée au premier trimestre 2019. Au 31 mars 2019, la masse salariale de la main-d'œuvre non permanente (MONP) a été exécutée, base engagement, à hauteur de 13,4% par rapport à la loi de finances 2019. Sur la même période, cette catégorie d'agents a fait l'objet d'un audit, dans le cadre de la mise en application des politiques de maîtrise des dépenses de personnel initiées par le gouvernement.

Fonds Bleu pour le Bassin du Congo

La BDEAC souhaite gérer les ressources financières

W.N.  
Libreville/Gabon

LE président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), Fortunato Ofa Mbo Nchama, a fait savoir à ses hôtes que l'institution financière qu'il dirige est prête à devenir l'unique agent financier pour la gestion et l'affectation des ressources mobilisées ou à mobiliser en faveur des pays membres de la CEEAC. En matière

climatique, notamment celles du Fonds bleu pour le Bassin du Congo. C'était lors du sommet consacré au climat qui s'est récemment tenu à Abu Dhabi Le Fonds bleu pour le bassin du Congo est un fonds international de développement qui vise à permettre aux États de la sous-région du Bassin du Congo de passer d'une économie liée à l'exploitation des forêts à une économie s'appuyant davantage sur les ressources issues de la gestion des eaux, et notam-



Photo : dr/ L'Union

ment de celle des fleuves. Pour rappel, le mémoran-

La BDEAC souhaite être l'unique agent financier devant gérer les ressources du Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

tion des ressources en eau, signé le 8 mars 2017 à Oyo au Congo, entre l'Angola, le Congo, la RDC, le Gabon, la Centrafrique, le Burundi, le Rwanda, le Tchad et le Maroc, permettra de lever à terme 100 millions d'euros (plus de 65 milliards de nos francs).